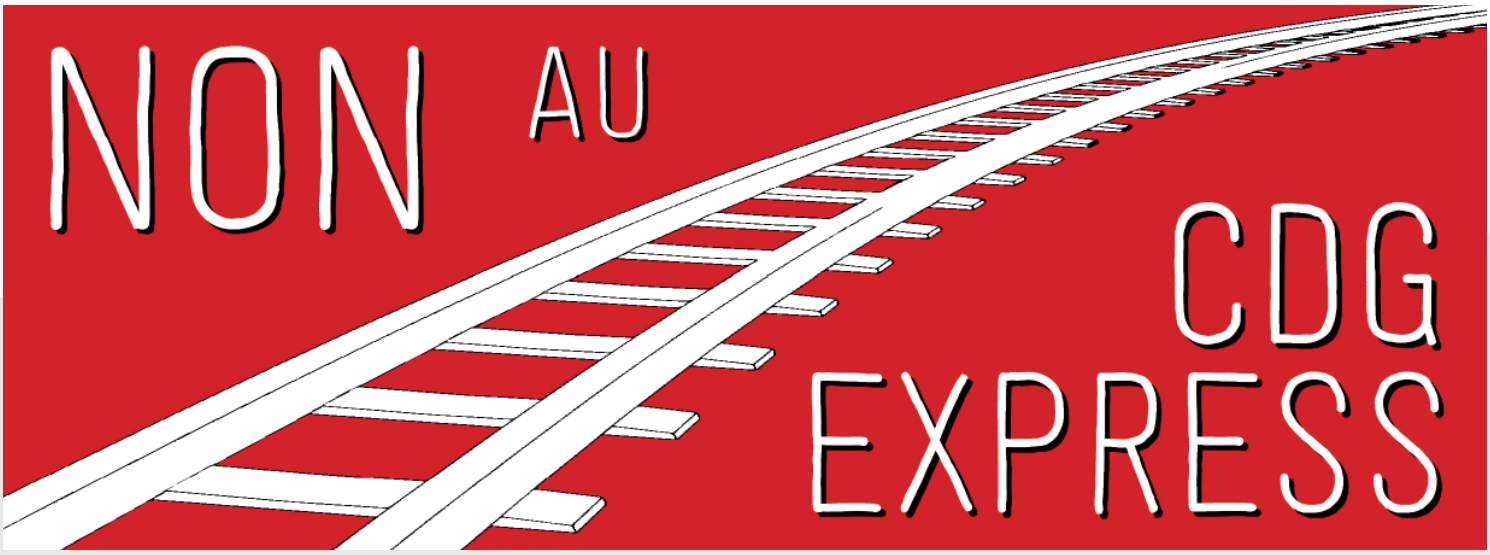

STOP À CE SCANDALE D'ÉTAT,
FINANCIER, ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL !
PRIORITÉ AUX TRANSPORTS
DU QUOTIDIEN

L'APPEL DES 100

8 février 2019

En ce début d'année, des centaines d'élus de tous bords politiques, des responsables d'associations d'usagers, des syndicalistes **ont signé un appel demandant au préfet de région** mandaté par le ministère des transports pour coordonner ce projet, **d'abandonner le « CDG EXPRESS »** et exiger que la priorité soit donnée aux transports du quotidien.

Un projet discriminatoire qui pénalisera les usagers et habitants de la Seine-St-Denis, de Seine et Marne, de l'Oise, de l'Aisne… ainsi que ceux résidents au sud de la ligne du RER B.

Rappelons que le projet « CDG Express », ce sera à partir de 2024, 152 trains directs par jour dans les deux sens entre la gare de Paris Est et l'aéroport CDG pour transporter à l'ouverture seulement 17.000 passagers par jour, à comparer aux 900.000 usagers journaliers pour le seul

Un projet discriminatoire qui pénalisera les usagers et habitants

RER B et **pour un coût estimé aujourd'hui à près de 2,5 Milliards d'Euros !**

Un train inaccessible aux usagers franciliens avec la tarification Ile de France Mobilités (Pass Navigo-Imagin'R…) et un billet – pour un seul trajet – estimé à ce jour entre 24 et 29 € !

Ça suffit ! Dans une période où de plus en plus de citoyens se sentent exclus, ce projet ségrégatif va amplifier cette fracture sociale sur des territoires où les populations sont déjà en grande souffrance.

L'opposition à ce projet prend de l'ampleur et conduit des décideurs politiques de premier plan, comme la Présidente du Conseil Régionale d'IDF, la Maire de Paris, les présidents.es des Conseils départementaux 93-77-95, à demander à l'Etat de suspendre les travaux.

CHANTIER PHARAONIQUE, NUISANCES CONSIDÉRABLES

La dernière enquête publique environnementale de novembre 2018 donne le ton quant à l'ampleur et à l'impact des travaux :

Arrivée en gare de surface à Gare du Nord pendant 2 ans pour le RER B, coupure totale du trafic à partir de la Plaine-Stade de France 5 semaines par été pendant 5 ans (bus de remplacement), minimum 15 week-ends par an pendant 5 ans de coupure partielle ou totale RER B + ligne K + fins de services à 23h à envisager.

Et l'avis d'IDF-Mobilités précise : le risque est grand que les impacts ne se limitent pas aux périodes de moindre trafic (week-ends, été, soirées…) mais touchent également les jours de semaine de plein trafic et induisent par ailleurs sur certaines périodes des limitations de temporaires de vitesse en semaine, **entrainant une réduction de la fréquence des trains** »

Ça suffit ! Les usagers qui subissent la galère tous les jours ne veulent pas en plus être pénalisés par les travaux d'une desserte qui ne desservira pas les territoires traversés !

LES IMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION

Outre le **RER B** (et en ricochet le RER D), la **ligne K** et le **Ter Picardie,** ce projet aura aussi de lourds impacts sur la circulation des trains de la **ligne P** venant de Meaux, la Ferté-Milon ou Château-Thierry, voire du **RER E** du fait de l'utilisation de la gare de l'Est comme terminus, avec 3 voies (voire 4 en situation perturbée) dévolues au seul « CDG Express, compromettant toutes possibilités de développement.

Nous sommes dans une opération purement financière au service d'intérêts privés, au moment où **l'Etat veut privatiser « Aéroports De Paris »** et que Vinci est sur les rangs pour se l'accaparer (société qui bénéficie déjà des larges rentes des autoroutes dans une période où le scandale de leurs privatisations refait l'actualité avec la hausse des péages…).

L'argument des JO de 2024 pour justifier ce nouveau train privé est fallacieux car il ne dessert aucun des sites olympiques retenus ! Et puis la ligne 17 elle aussi était une promesse pour les JO, et personne ne s'est émue qu'elle soit repoussée à 2030 !

PASSAGE EN FORCE = RÉSISTANCE

Dénonçons le passage en force du gouvernement qui lance **des travaux sur Mitry-Mory** alors que la concertation est en cours. Quel exemple de dialogue au moment où se tient le « grand débat », démontrant s'il en était encore besoin le peu d'intérêt que porte ce gouvernement aux citoyens, aux associations, aux syndicats et élus locaux !

Nous formulons de nombreuses propositions qui répondent à l'amélioration des transports du quotidien tout comme pour la desserte de l'aéroport comme le bouclage du RER B entre Mitry-Claye et Roissy aéroport, le renforcement des sites d'entretien du matériel à Massy et Mitry-Claye, le renouvellement du matériel roulant, le renforcement des équipes de maintenance, l'amélioration de la qualité de service…ou encore le lancement de la ligne 17 du Grand Paris Express.

INTERPELLONS !

La ministre des Transports
Mme Elisabeth Borne
secretariat.ministretransports
@transports.gouv.fr

Le préfet de Région
M. Michel Cadot
pref-secretariat-particulier-prefet
@paris.gouv.fr

ENSEMBLE, agissons pour stopper ce projet qui s'oppose à l'intérêt général ! Mobilisons-nous pour exiger l'ouverture des négociations sur la base de nos propositions alternatives visant à mettre en œuvre un Service Public de transport accessible et au service de tous !

NON AU CDG EXPRESS

ASSOCIATION
REGROUPANT COLLECTIFS D'USAGERS
ÉLU-E-S
ORGANISATIONS SYNDICALES
PARTIS POLITIQUES
ET CITOYEN-NE-S

Non au CDG Express

nonaucdgexpress@gmail.com